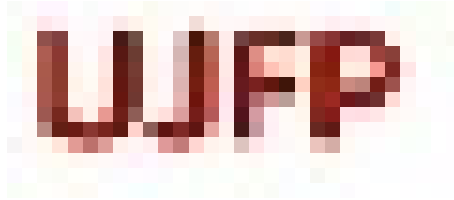


<https://ujfp.org/spip.php?article1353>



# Abandonner le mot d'ordre "2 États pour 2 peuples" ?

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Date de mise en ligne : lundi 7 janvier 2008

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

---

M. Jamal Zahalka est député à la Knesset et président du groupe parlementaire Balad, acronyme pour « Assemblée nationale démocratique » et qui signifie en langue arabe « patrie ». Cet élu d'un des partis de la minorité arabe d'Israël a prononcé un discours le 7 décembre dans lequel il demande à la direction palestinienne d'abandonner le mot d'ordre « deux États pour deux peuples ».

Il a fait sa déclaration à Al-Bireh, en Cisjordanie occupée, à l'occasion d'une commémoration des 40 ans de la création du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine, un parti marxiste membre de l'OLP). Le docteur Moustapha Barghouti, président de l'« Initiative nationale démocratique », ancien ministre de l'Information du gouvernement palestinien et actuel député du Conseil législatif palestinien, était parmi les personnalités présentes. En tant que Palestinien de l'intérieur (citoyen d'Israël) et député à la Knesset, Jamal Zahalka a demandé aux Palestiniens des territoires occupés de renoncer à l'hypothétique solution de « deux États pour deux peuples », position officielle de l'Autorité palestinienne, partagée par une partie non négligeable de l'opinion israélienne. Il a précisé : « nous » [les Palestiniens de l'intérieur] « refusons de reconnaître qu'Israël est un État juif (...) Les Israéliens l'exigent, afin d'acquérir une légitimité permettant de chasser notre peuple et afin de dépouiller de ses droits le peuple palestinien de l'intérieur. »

Zahalka, opposé à la conférence d'Annapolis début décembre aux États-Unis, a appelé à l'unité de l'ensemble des Palestiniens (ceux de l'intérieur, ceux des territoires occupés, ceux des camps de réfugiés dans les pays arabes voisins et ceux de la diaspora, où qu'ils se trouvent). Il a prononcé son discours deux jours après celui d'un autre dirigeant palestinien de l'intérieur, le député à la Knesset Mohamed Barakeh, président de Hadash, le « Front démocratique pour l'égalité et la paix » animé par le Parti communiste israélien. Contrairement à Zahalka, Barakeh a plaidé pour la « solution de deux États », tout en exigeant l'égalité des droits entre Juifs et Arabes en Israël.

Devant le septième congrès de Hadash tenu à Nazareth, Barakeh a précisé : « Lorsque nous parlons de deux États pour deux peuples, nous parlons de deux États avec un droit à l'autodétermination, et pas nécessairement deux États ethniques qui sont une invention sioniste-israélienne et que nous refusons ». Barakeh a ajouté qu'il était opposé à la définition d'Israël comme un État juif, caractérisation qu'il qualifie « d'épée posée sur le cou et sur le cou du peuple palestinien. »

Un article qui passe en revue ce débat institutionnel, mené par ces deux députés arabes gauche à la Knesset, a paru le 8 décembre dans le quotidien israélien de droite Ma'ariv. Loin des clivages politiques israéliens traditionnels (droite/gauche, juif/arabe), cette couverture médiatique démontre que le débat est désormais posé ouvertement devant l'opinion publique, à la fois en Israël et dans les territoires palestiniens. Pour le texte de l'article de Ma'ariv, voir "**Effacer l'idée de deux États**" (textes divers).

► Richard Wagman